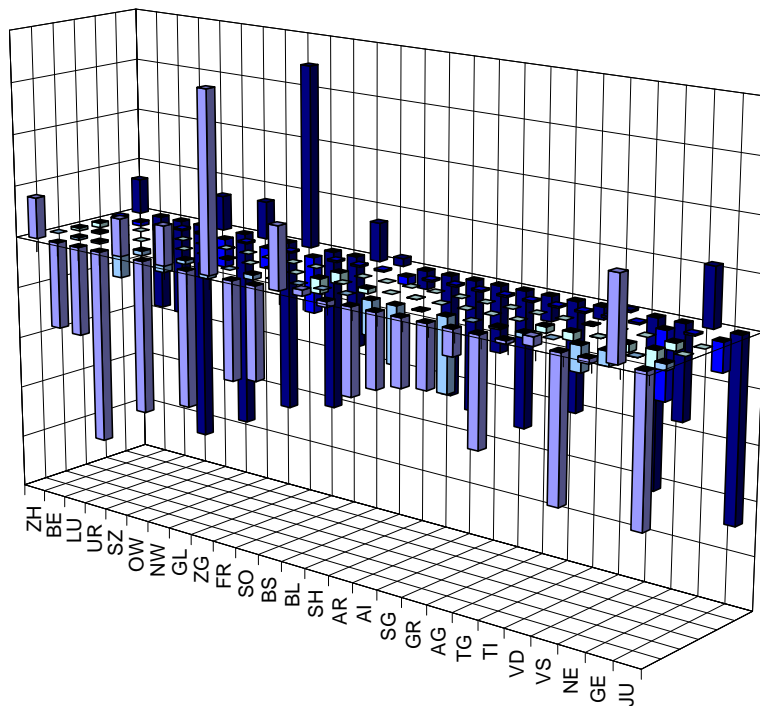




Nouvelle péréquation financière

Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur en 2010

Rapport destiné à la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF)



Berne, 26 juin 2009

AFF/PBBC/PF

Tél. 031 322 97 61

Tableaux de données (Excel) :

www.efv.admin.ch/d/themen/finanzausgleich

1.	Contexte	4
1.1	Bases légales	4
1.2	Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF).....	4
1.3	Groupe technique chargé de l'assurance-qualité	4
1.4	Statut du présent rapport.....	5
1.5	Documents complémentaires sur Internet.....	6
1.6	Adoption de l'OPFCC par le Conseil fédéral	6
2	Péréquation des ressources en 2010.....	7
2.1	Eléments constitutifs du potentiel de ressources en 2010	7
2.1.1	Revenus déterminants des personnes physiques en 2010	7
2.1.2	Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2010	9
2.1.3	Fortunes déterminantes en 2010.....	12
2.1.4	Bénéfices déterminants des personnes morales en 2010.....	12
2.1.5	Répartitions fiscales déterminantes en 2010.....	16
2.2	Potentiel de ressources et indice des ressources en 2010	16
2.3	Péréquation des ressources en 2010 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources ...	18
2.4	Mesures en cas de qualité insuffisante des données.....	21
3	Compensation des charges en 2010.....	23
3.1	Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)	23
3.2	Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS).....	26
3.2.1	Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C).....	26
3.2.2	Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)	29
3.2.3	Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)	32
4	Compensation des cas de rigueur en 2010.....	33
5	Aperçu des paiements fixés pour 2010	34

6	Perspectives (correction des erreurs et révision partielle de l'OPFCC).....	37
	Annexe 1 : Rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF).....	37

1. Contexte

1.1 Bases légales

Les contributions de base à la péréquation des ressources et à la compensation des charges, fixées tous les quatre ans par le Parlement, sont adaptées durant cette période conformément aux prescriptions de la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (voir art. 5, al. 2, et art. 9, al. 2, PFCC). Les contributions de base de la Confédération et des cantons à fort potentiel de ressources adoptées en 2007 par le Parlement s'appliquent aux années 2008 à 2011. En d'autres termes, depuis l'entrée en vigueur de la NPF le 1^{er} janvier 2008, elles ont été adaptées une deuxième fois.

Le processus annuel de calcul de la péréquation des ressources et de la compensation des charges qui intervient dans ce contexte est décrit en détail dans le message du 8 décembre 2006 sur la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur (FF 2007 687 ss). Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité accompagne les travaux (art. 44 de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges, OPFCC).

1.2 Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)

En vertu de la PFCC et de l'OPFCC, le Contrôle fédéral des finances (CDF) joue également un rôle dans le cadre de l'assurance-qualité. A ce titre, comme il l'avait déjà fait en 2008, il a procédé pour six cantons à des audits sur place, afin de contrôler la qualité des données de base destinées aux paiements compensatoires de 2010. Son rapport publié en *annexe* rend compte des résultats de ces contrôles.

1.3 Groupe technique chargé de l'assurance-qualité

Ce groupe technique a été créé par le DFF (art. 44, al. 1, OPFCC). Il a notamment pour tâche d'examiner la situation en matière de données et de discuter des éventuelles mesures à prendre en matière d'assurance-qualité avec le Contrôle fédéral des finances (CDF). En outre, il se prononce sur les questions de méthode.

Sur la base des rapports de l'Administration fédérale des contributions (AFC) et du CDF, le

groupe technique parvient à la conclusion qu'en matière de *qualité des données*, des progrès ont été enregistrés par rapport à l'année précédente. L'entrée en vigueur de la directive du DFF du 19 décembre 2008 a permis d'éliminer la plupart des zones d'ombre méthodologiques relatives à la collecte et à la transmission des données nécessaires par les cantons. L'AFC devra encore clarifier quelques points obscurs ou lever quelques incertitudes par le biais d'annexes aux directives du DFF. Les membres du groupe s'accordent pour dire qu'une pratique globale doit encore être développée dans l'application des principes de la péréquation financière.

Dans le cadre du premier rapport sur l'efficacité du système, il sera dès lors d'autant plus important d'accorder toute l'attention voulue à l'application de la péréquation financière et aux expériences glanées dans son exécution, pour en tirer les enseignements utiles dans une perspective à court et moyen termes. La consultation y afférente est prévue pour le deuxième trimestre de 2010.

Le groupe technique a pris note du fait que pour le canton de *Zurich*, quelque 40'000 dossiers à risque ont été identifiés quant aux données relatives à la fortune (ce qui représente environ 5 % de tous les assujettis ; voir à ce propos le rapport du CDF en *annexe*) : il est néanmoins parvenu à la conclusion qu'on ne pouvait parler en l'occurrence de données erronées ou inexploitable au sens de l'art. 42, let. 1, OPFCC, qui impliqueraient une estimation de l'indicateur dans sa globalité. Le canton de Zurich examinera les dossiers concernés durant la consultation en cours, livrera des données revues en fonction des besoins et rendra compte aux autorités fédérales compétentes (AFC, AFF et CDF) des mesures organisationnelles prises pour garantir qu'à l'avenir, il sera en mesure de livrer des données irréprochables en ce qui concerne la fortune. En raison d'un calendrier très serré, le canton de Zurich n'a pu terminer ces travaux exigeants *avant* l'ouverture de la consultation.

De plus, à la suite d'un contrôle du CDF, le canton du Valais devra également fournir des données complémentaires sur la fortune. Selon les indications du canton, elles concernent une vingtaine de contribuables imposés forfaitairement, détenant au total une fortune de quelque 200 millions de francs.

1.4 Statut du présent rapport

Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité a pris note du présent rapport de l'Administration fédérale des finances (AFF) lors de sa séance du 24 juin 2009. Ce document représente l'aboutissement des travaux consacrés par l'AFF et le groupe technique au calcul des indices et des paiements compensatoires pour l'année de référence 2010. La

Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances peut ainsi le mettre en consultation auprès des cantons (voir FF 2007 687).

Le rapport est conçu de manière à permettre de comparer les *chiffres-clés jouant un rôle central* pour l'année de paiement 2010 à ceux de l'année précédente. L'accent y est donc volontairement mis, par souci de clarté, sur les principaux résultats des nouveaux calculs. Les tableaux cités dans le rapport permettent également de comparer *chacune* des années de calcul (2004, 2005 et 2006) pour tous les éléments du potentiel de ressources. La remarque vaut, par analogie, pour la compensation des charges de la Confédération.

Les données que devront encore livrer les cantons mentionnés auront pour conséquence inévitable que, dans la perspective de l'année de paiement 2010, les chiffres à la base du présent rapport subiront encore des modifications pour tous les cantons.

1.5 Documents complémentaires sur Internet

Toutes les bases de calcul (tableaux Excel) servant à déterminer les indices des ressources, les indices des charges et les paiements compensatoires sont téléchargeables sur Internet (www.efv.admin.ch/f/themen/finanzausgleich/G_Finanzausgleich/index.php) pour aider les cantons à vérifier systématiquement la plausibilité de leurs données. La documentation publiée sur Internet fait *partie intégrante* du présent rapport.

Durée de la consultation

La Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances confirmera au DFF que les cantons ont pris connaissance des calculs et lui transmettra son avis concernant les propositions éventuelles des cantons **jusqu'au 25 septembre 2009** (FF 2007 689).

1.6 Adoption de l'OPFCC par le Conseil fédéral

Au terme de la consultation, l'OPFCC sera adaptée sur la base des valeurs actualisées servant à la péréquation des ressources et à la compensation des charges en 2010 et adoptée par le Conseil fédéral. En raison des considérations exposées au ch. 1.4, les valeurs actualisées s'écarteront de celles figurant dans le présent rapport lorsque trois cantons auront livré des chiffres corrigés ou corrects.

2 Péréquation des ressources en 2010

Le potentiel de ressources en 2010 se base sur les années de calcul 2004, 2005 et 2006 ; il reflète ainsi la situation économique des cantons de 2004 à 2006. Le potentiel de ressources en 2010 repose à nouveau, comme l'exige la PFCC à son art. 3, al. 4, sur une moyenne de trois années.

Dans les pages qui suivent, on trouvera tout d'abord les divers éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2010 (ch. 2.1.1 à 2.1.5), puis les potentiels de ressources et les indices des ressources en 2010 (ch. 2.2), ainsi que la péréquation des ressources en 2010, soit les montants que chaque canton devra verser ou percevra (ch. 2.3). Le ch. 2.4 enfin donne un aperçu des corrections opérées et des estimations effectuées.

Tous les tableaux incluent une comparaison avec les chiffres sous-jacents aux paiements compensatoires de 2009 (selon OPFCC, modification du 19 novembre 2008), et comportent pour la première fois les valeurs des années de calcul assorties des variations annuelles.

2.1 Eléments constitutifs du potentiel de ressources en 2010

A propos de la qualité des données, l'AFC constate qu'elle est dans l'ensemble meilleure que l'année précédente. Le fait que l'AFC, conformément aux directives du DFF du 19 décembre 2008, exige dorénavant une validation finale des données a sans aucun doute contribué à l'amélioration des processus de collecte et de transmission des données.

2.1.1 Revenus déterminants des personnes physiques en 2010

Deux tiers environ de tout le potentiel de ressources proviennent en moyenne, dans tous les cantons, des revenus déterminants des personnes physiques. Il s'agit donc de la principale composante du potentiel de ressources. Le tableau 1 fournit les résultats pour l'année 2010 et une comparaison avec l'année 2009.

Tableau 1 Revenu déterminant des personnes physiques en 2010 et comparaison avec 2009

Franchise 2004 und 2005: 27'400 francs; 2006: 29'200 francs

	Revenu déterminant des personnes physiques											
	Années de calcul						Années de référence					
	2004		Modif. 05 par rapport à 04	2005		Modif. 06 par rapport à 05	2006		2010		Modif. 2010 par rapport à 2009	2009
en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	total (en milliers de francs)	par hab. (en francs)	en %	par hab. (en francs)	
ZH	28'847'644	22'519	4.0%	30'265'008	23'416	-1.1%	30'259'479	23'159	29'790'710	23'033	1.2%	22'764
BE	14'316'566	14'888	3.3%	14'813'420	15'372	-3.9%	14'276'313	14'767	14'468'766	15'009	-0.5%	15'083
LU	5'360'208	15'146	5.0%	5'657'234	15'902	-0.9%	5'643'479	15'753	5'553'640	15'601	1.8%	15'319
UR	418'443	12'036	2.5%	427'488	12'337	-4.9%	405'599	11'731	417'176	12'035	-0.4%	12'079
SZ	3'394'334	25'111	7.0%	3'668'423	26'873	10.2%	4'092'191	29'619	3'718'316	27'218	7.0%	25'445
OW	487'473	14'750	1.9%	497'215	15'032	7.8%	541'428	16'208	508'705	15'333	4.7%	14'639
NW	969'394	25'022	12.8%	1'103'064	28'216	-10.2%	998'195	25'352	1'023'551	26'198	0.9%	25'974
GL	519'749	13'580	0.0%	517'516	13'584	-4.1%	494'847	13'022	510'704	13'396	-1.3%	13'570
ZG	3'383'087	32'318	5.1%	3'613'311	33'976	3.5%	3'774'747	35'162	3'590'382	33'831	4.7%	32'309
FR	3'770'504	14'966	2.6%	3'924'396	15'362	-2.9%	3'876'911	14'924	3'857'270	15'084	0.7%	14'976
SO	4'040'950	16'417	1.6%	4'117'187	16'679	-1.7%	4'059'912	16'400	4'072'683	16'499	0.9%	16'359
BS	3'947'983	20'676	0.9%	3'974'124	20'858	-0.4%	3'953'976	20'775	3'958'694	20'769	0.5%	20'657
BL	5'919'825	22'421	1.3%	6'012'280	22'717	-1.0%	5'980'470	22'497	5'970'858	22'545	1.0%	22'319
SH	1'149'334	15'497	2.7%	1'179'462	15'914	-2.2%	1'156'787	15'562	1'161'864	15'657	0.3%	15'616
AR	837'652	15'943	0.8%	842'178	16'069	-1.1%	831'161	15'898	836'997	15'970	0.1%	15'960
AI	235'581	16'053	4.9%	252'376	16'840	-4.4%	243'628	16'092	243'862	16'329	0.4%	16'257
SG	6'922'977	15'070	1.6%	7'054'306	15'305	-5.8%	6'674'850	14'416	6'884'044	14'929	-1.9%	15'215
GR	2'970'503	15'502	0.7%	2'986'507	15'612	-2.6%	2'912'209	15'212	2'956'406	15'442	0.0%	15'438
AG	10'151'336	18'020	3.0%	10'528'479	18'561	-3.1%	10'299'501	17'984	10'326'439	18'188	0.4%	18'120
TG	3'488'679	14'976	2.9%	3'607'612	15'416	-2.5%	3'545'123	15'027	3'547'138	15'139	1.3%	14'944
TI	5'267'483	16'492	1.8%	5'410'884	16'796	1.2%	5'523'102	17'003	5'400'490	16'765	0.8%	16'629
VD*	13'528'358	20'610	-3.0%	13'266'281	19'993	0.1%	13'435'841	20'011	13'410'160	20'202	-1.0%	20'403
VS	4'142'252	14'456	2.2%	4'275'524	14'767	-3.4%	4'185'755	14'271	4'201'177	14'497	0.4%	14'433
NE	2'665'811	15'804	1.8%	2'724'049	16'094	-3.6%	2'628'539	15'516	2'672'800	15'805	0.0%	15'800
GE	10'217'335	23'638	1.5%	10'481'302	24'000	1.0%	10'657'592	24'234	10'452'076	23'959	1.0%	23'722
JU	850'707	12'530	3.3%	879'039	12'946	-4.8%	838'805	12'330	856'184	12'602	0.3%	12'560
Total	137'804'176	18'487	2.5%	142'078'663	18'941	-1.3%	141'290'438	18'695	140'391'092	18'708	0.7%	18'575

* Valeur corrigée pour l'année de calcul 2004 (voir chiffre 2.4 du présent rapport)

Par rapport à 2009, les cantons de Schwyz, d'Obwald et de Zoug affichent une forte augmentation du revenu déterminant pour 2010, alors que pour l'ensemble de la Suisse, le revenu stagne et qu'il recule même dans certains cantons. Pour Schwyz et Obwald, l'augmentation pour l'année de calcul 2006 est sur-proportionnée. En revanche, les cantons de Saint-Gall, de Glaris et de Vaud ont enregistré un recul notable des revenus déterminants.

On note également, pour l'année de calcul 2006, un recul du revenu déterminant par rapport à l'année de calcul 2005, de façon générale comme pour une majorité écrasante des cantons. Cette évolution négative s'explique en partie par le fait que le revenu minimum déterminant par contribuable - en d'autres termes la franchise d'impôts - a passé de 27'400 francs les années précédentes à 29'200 francs dans l'ensemble.

En raison d'une différence importante et inexplicable par rapport au dernier décompte disponible pour la période fiscale concernée, il a fallu, dans le canton de Vaud, extrapoler à l'époque le revenu déterminant des personnes physiques pour l'année de calcul 2004. Cette année de calcul influencera pour la dernière fois l'année de référence 2010.

2.1.2 Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2010

Des accords sur l'imposition des frontaliers ont été conclus avec tous les pays voisins de la Suisse. Le tableau 2a indique séparément les revenus déterminants en vertu de l'un ou l'autre des accords en vigueur.

Comme le montre le tableau 2b, il a fallu faire des estimations pour le *canton d'Argovie*, qui n'est toujours pas en mesure de livrer les données requises pour les années de calcul 2004, 2005 et 2006. La méthode d'estimation employée, décrite à l'art. 42 OPFCC (voir également son annexe 16), est identique à celle déjà utilisée pour le calcul des paiements compensatoires de 2008 et de 2009.

A cet égard, le *canton d'Argovie* a proposé au groupe technique de générer a posteriori les données relatives aux années de calcul 2004 à 2006 sur la base des données salariales de 2008. Le groupe technique a rejeté à l'unanimité cette proposition : lorsque des données font défaut pour une année de calcul donnée (dans le cas présent pour les années 2004, 2005 et 2006), il convient de procéder à une *estimation* selon la méthode détaillée à l'art. 16 de l'OPFCC. Il est exclu de recourir à une autre méthode d'estimation ou de recourir à des données concernant d'autres années de calcul. Des *corrections*, des *extrapolations* ou des *rectifications* ne sont admissibles que si d'autres éléments exploitables sont disponibles pour les années de calcul concernées (2004-2006) : dans le cas présent, les conditions ne sont pas réunies.

Il a également fallu estimer les revenus déterminants pour l'imposition à la source dans le *canton des Grisons*, pour les années de calcul 2005 et 2006. L'extrapolation opérée par le canton sur la situation dans une commune en particulier a été jugée peu fiable par le Contrôle fédéral des finances (CDF) à l'occasion d'une révision (cf. le rapport du CDF en annexe).

Suite à un changement de système informatique, le *canton du Jura* n'a pas été en mesure de livrer pour la période fiscale 2005 les données concernant les salaires bruts de ses résidents imposés à la source, et n'a pu le faire que pour une partie des assujettis en 2006. Les salaires bruts des résidents imposés à la source ont donc été extrapolés selon la même méthode que celle appliquée à l'année de calcul 2005.

En moyenne, pour tous les cantons, 4 % environ du potentiel de ressources proviennent des revenus déterminants pour l'imposition à la source.

Tableau 2a Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2010 : calcul en fonction des sept catégories

en milliers de francs

Revenus déterminants pour l'imposition à la source									
Année de référence 2010									
	Etrangers résidents et conseils d'administration étrangers	Frontaliers assujettis de façon illimitée	Frontaliers autrichiens assujettis de façon limitée ***	Frontaliers allemands assujettis de façon limitée	Frontaliers français assujettis de façon limitée et imposés par le canton de Genève	Frontaliers français assujettis de façon limitée et imposés par la France	Frontaliers italiens assujettis de façon limitée	Somme****	Somme par habitant (en francs)
ZH	1'195'952	7'526	0	52'234	0	0	0	1'255'712	971
BE	475'876	96	136	307	0	10'132	0	486'547	505
LU	184'025	0	0	533	0	0	0	184'558	518
UR	20'568	0	571	0	0	0	0	21'139	610
SZ	65'179	10'331	0	88	0	0	0	75'598	553
OW	23'402	0	0	0	0	0	0	23'402	705
NW	21'421	0	0	17	0	0	0	21'438	549
GL	18'827	0	0	0	0	0	0	18'827	494
ZG	100'030	189	0	329	0	0	0	100'549	947
FR	149'619	0	0	0	0	0	0	149'619	585
SO	87'934	1'051	100	3'119	0	11'524	0	103'728	420
BS	212'939	46'399	0	170'267	0	228'839	0	658'443	3'455
BL	113'102	15'986	0	65'196	0	135'942	0	330'227	1'247
SH	65'681	795	4	43'597	0	0	0	110'078	1'483
AR	23'353	395	1'964	255	0	0	0	25'968	495
AI	6'013	0	177	90	0	0	0	6'279	420
SG	227'690	14'152	71'003	6'829	0	0	0	319'675	693
GR *	232'821	25'810	2'342	13	0	0	20'975	300'191	1'568
AG *	0	0	0	0	0	0	0	702'566	1'237
TG	118'904	2'851	2'787	29'635	0	0	0	154'178	658
TI	296'523	23'951	0	0	0	0	464'641	785'114	2'437
VD	546'423	0	0	0	0	164'492	0	710'915	1'071
VS	256'369	627	0	0	0	7'624	10'091	274'711	948
NE	116'763	1'099	0	0	0	73'943	0	191'805	1'134
GE	572'227	0	0	0	1'286'727	0	0	1'858'953	4'261
JU **	22'146	1'404	0	211	0	45'542	0	69'303	1'020
Total	4'998'572	135'457	77'523	372'712	1'286'727	678'039	481'724	8'939'523	1'191

* Valeurs estimées pour les cantons d'Argovie et des Grisons (cf. chiffre 2.4 du présent rapport)

** Dans le canton du Jura, les salaires bruts 2005 et 2006 des résidents ont été corrigés faute de données disponibles (voir chiffre 2.4 du présent rapport)

*** La nouvelle convention pour éviter les doubles impositions a été appliquée pour 2006

**** GR : somme = valeur moyenne des années de calcul 2004 à 2006, les années 2005 et 2006 ayant fait l'objet d'estimations. Les valeurs des diverses catégories ne représentent toutefois que l'année 2004 (les valeurs des années 2005 et 2006 sont nulles)

Tableau 2b Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2010 et comparaison avec 2009

	Revenus déterminants pour l'imposition à la source											
	Années de calcul						Années de référence					
	2004		Modif. 05 par rapport à 04	2005		Modif. 06 par rapport à 05	2006		2010		Modif. 2010 par rapport à 2009	2009
	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	total (en milliers de francs)	par hab. (en francs)	en %	par hab. (en francs)
ZH	1'129'308	882	11.6%	1'271'800	984	6.2%	1'366'029	1'045	1'255'712	971	6.8%	909
BE	277'914	289	58.3%	440'965	458	67.5%	740'763	766	486'547	505	28.6%	392
LU	174'463	493	4.8%	183'749	516	5.6%	195'462	546	184'558	518	3.4%	501
UR	20'604	593	7.6%	22'101	638	-6.1%	20'713	599	21'139	610	6.8%	571
SZ	67'514	499	0.4%	68'486	502	31.0%	90'795	657	75'598	553	13.0%	490
OW	23'060	698	5.6%	24'372	737	-7.5%	22'773	682	23'402	705	-0.8%	711
NW	21'701	560	-5.1%	20'781	532	4.3%	21'833	555	21'438	549	2.3%	536
GL	20'486	535	-1.6%	20'071	527	-20.5%	15'925	419	18'827	494	-6.8%	530
ZG	74'910	716	23.4%	93'924	883	40.1%	132'812	1'237	100'549	947	23.8%	765
FR	143'216	568	5.7%	153'542	601	-2.6%	152'097	585	149'619	585	1.0%	579
SO	93'488	380	11.1%	104'170	422	8.7%	113'525	459	103'728	420	8.8%	386
BS	636'344	3'333	3.6%	657'882	3'453	3.6%	681'103	3'579	658'443	3'455	4.4%	3'310
BL	316'687	1'199	3.8%	329'520	1'245	4.1%	344'473	1'296	330'227	1'247	4.1%	1'197
SH	103'823	1'400	3.6%	107'487	1'450	10.3%	118'923	1'600	110'078	1'483	6.6%	1'391
AR	23'264	443	9.1%	25'320	483	16.1%	29'319	561	25'968	495	10.3%	449
AI	5'868	400	3.0%	6'172	412	9.0%	6'797	449	6'279	420	8.4%	388
SG	271'775	592	5.9%	288'786	627	37.4%	398'465	861	319'675	693	16.4%	595
GR *	281'963	1'471	8.3%	304'964	1'594	2.8%	313'647	1'638	300'191	1'568	9.5%	1'432
AG *	670'370	1'190	0.6%	679'220	1'197	10.5%	758'107	1'324	702'566	1'237	5.5%	1'173
TG	142'081	610	6.0%	151'232	646	11.0%	169'221	717	154'178	658	6.5%	618
TI	716'095	2'242	10.0%	794'213	2'465	5.5%	845'034	2'601	785'114	2'437	6.0%	2'299
VD	636'816	970	13.3%	729'346	1'099	3.9%	766'581	1'142	710'915	1'071	7.7%	994
VS	259'115	904	7.8%	282'359	975	-1.2%	282'659	964	274'711	948	4.0%	912
NE	167'245	992	17.0%	196'332	1'160	7.8%	211'838	1'250	191'805	1'134	8.5%	1'045
GE	1'809'529	4'186	0.7%	1'840'419	4'214	4.0%	1'926'912	4'381	1'858'953	4'261	2.9%	4'139
JU **	65'342	962	3.3%	67'523	994	10.9%	75'045	1'103	69'303	1'020	7.2%	952
Total	8'152'981	1'094	8.0%	8'864'736	1'182	9.7%	9'800'850	1'297	8'939'523	1'191	7.0%	1'114

* Valeurs estimées pour les cantons d'Argovie (2004-2006) et des Grisons (2005-2006) (voir chiffre 2.4 de présent rapport)

** Dans le canton du Jura, les salaires bruts 2005 et 2006 des résidents ont été corrigés faute de données disponibles (voir chiffre 2.4 de présent rapport)

2.1.3 Fortunes déterminantes en 2010

Les données de tous les cantons ont pu être reprises pour l'année de calcul 2006 : contrairement aux années de calcul 2004 et 2005, les données du canton de Lucerne paraissent elles aussi plausibles, de sorte que l'on a pu renoncer à une extrapolation pour la nouvelle année de calcul.

Tous cantons confondus, les fortunes déterminantes représentent quelque 6,5 % du potentiel des ressources. Le tableau 3 présente les chiffres canton par canton.

Tableau 3 Fortune déterminante des personnes physiques en 2010 et comparaison avec 2009

Facteur alpha = 1,2 %

	Fortune déterminante des personnes physiques													
	Années de calcul						Années de référence							
	2004		Modif. 05 par rapport à 04		2005		Modif. 06 par rapport à 05		2006		2010		Modif. 2010 par rapport à 2009	2009
	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	en milliers de francs	par hab. (en francs)	total (en milliers de francs)	par hab. (en francs)	en %	par hab. (en francs)
ZH	3'162'170	2'468	9.4%	3'490'271	2'700	3.4%	3'649'346	2'793	3'433'929	2'655	4.3%	2'547		
BE	1'487'944	1'547	6.1%	1'582'522	1'642	3.3%	1'640'053	1'696	1'570'173	1'629	3.5%	1'574		
LU*	580'978	1'642	6.6%	622'671	1'750	-5.7%	591'050	1'650	598'233	1'681	0.0%	1'681		
UR	43'417	1'249	4.4%	45'190	1'304	3.5%	46'666	1'350	45'091	1'301	5.6%	1'231		
SZ	411'959	3'048	6.3%	442'242	3'240	27.7%	571'639	4'138	475'280	3'479	12.5%	3'092		
OW	49'035	1'484	8.2%	53'109	1'606	23.0%	65'946	1'974	56'030	1'689	12.1%	1'507		
NW	163'103	4'210	32.0%	217'317	5'559	4.7%	229'086	5'818	203'169	5'200	12.9%	4'606		
GL	66'784	1'745	5.5%	70'155	1'841	3.4%	72'332	1'903	69'757	1'830	3.6%	1'766		
ZG	369'976	3'534	12.1%	421'381	3'962	10.3%	469'075	4'370	420'144	3'959	9.6%	3'611		
FR	230'888	916	9.0%	255'275	999	5.4%	273'613	1'053	253'259	990	5.7%	937		
SO	220'050	894	5.8%	233'548	946	5.2%	246'471	996	233'356	945	6.1%	891		
BS	433'195	2'269	24.2%	536'999	2'818	2.3%	548'761	2'883	506'318	2'656	8.0%	2'460		
BL	370'093	1'402	7.8%	399'744	1'510	6.8%	428'871	1'613	399'569	1'509	5.9%	1'425		
SH	102'933	1'388	8.8%	111'867	1'509	8.4%	121'612	1'636	112'137	1'511	6.3%	1'422		
AR	100'974	1'922	2.6%	103'347	1'972	21.0%	124'726	2'386	109'682	2'093	8.5%	1'929		
AI	33'778	2'302	7.3%	37'014	2'470	5.5%	39'464	2'607	36'752	2'461	5.6%	2'331		
SG	783'897	1'706	6.5%	837'679	1'817	7.0%	900'530	1'945	840'702	1'823	6.7%	1'708		
GR	405'024	2'114	5.8%	427'661	2'236	6.2%	454'554	2'374	429'080	2'241	8.3%	2'070		
AG	908'327	1'612	6.3%	972'309	1'714	0.4%	986'123	1'722	955'586	1'683	2.3%	1'646		
TG	362'688	1'557	8.6%	395'756	1'691	4.2%	415'875	1'763	391'440	1'671	4.5%	1'599		
TI	396'713	1'242	8.5%	433'981	1'347	6.5%	466'027	1'435	432'240	1'342	5.8%	1'269		
VD**	1'175'390	1'791	-10.3%	1'066'321	1'607	3.7%	1'118'736	1'666	1'120'149	1'688	-6.0%	1'795		
VS	323'308	1'128	3.1%	336'862	1'163	23.9%	422'923	1'442	361'031	1'246	10.7%	1'125		
NE	179'080	1'062	4.4%	187'565	1'108	2.5%	192'426	1'136	186'357	1'102	2.4%	1'076		
GE	602'763	1'395	16.5%	709'421	1'624	11.5%	796'232	1'811	702'805	1'611	9.9%	1'466		
JU	56'661	835	1.9%	57'718	850	4.5%	60'421	888	58'267	858	3.0%	833		
Total	13'021'128	1'747	7.2%	14'047'924	1'873	5.5%	14'932'558	1'976	14'000'537	1'866	4.5%	1'785		

* Valeurs corrigées pour les années de calcul 2004 et 2005 (voir chiffre 2.4 du présent rapport)

** Valeur corrigée pour l'année de calcul 2004, valeurs effectives pour les années de calcul 2005 et 2006 (voir chiffre 2.4 du présent rapport)

2.1.4 Bénéfices déterminants des personnes morales en 2010

Il est bien connu que les cantons imposent à un taux réduit les bénéfices réalisés à l'étranger par les sociétés à statut fiscal particulier. Cet aspect intervient dans le calcul du potentiel de ressources. A cet effet, nous présentons deux tableaux, le tableau 4 pour les bénéfices déterminants des personnes morales sans statut

fiscal spécial, le tableau 5 pour les bénéficiaires déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial.

Tableau 4 Bénéficiaires déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial en 2010 et comparaison avec 2009

	Bénéficiaires déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial											
	Années de calcul						Années de référence					
	2004		Modif. 05 par rapport à 04	2005		Modif. 06 par rapport à 05	2006		2010		Modif. 2010 par rapport à 2009	2009
	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	total (en milliers de francs)	par hab. (en francs)	en %	par hab. (en francs)
ZH	12'180'376	9'508	31.5%	16'155'532	12'500	-13.5%	14'132'218	10'816	14'156'042	10'945	12.8%	9'706
BE	4'399'768	4'575	7.9%	4'755'421	4'935	13.4%	5'408'199	5'594	4'854'463	5'036	18.1%	4'265
LU	1'086'427	3'070	16.2%	1'269'013	3'567	14.1%	1'458'399	4'071	1'271'279	3'571	13.5%	3'148
UR	80'477	2'315	20.6%	96'772	2'793	9.2%	105'429	3'049	94'226	2'718	-2.4%	2'785
SZ	605'070	4'476	12.2%	685'706	5'023	11.7%	774'963	5'609	688'580	5'040	11.4%	4'524
OW	41'554	1'257	0.5%	41'781	1'263	309.2%	172'645	5'168	85'327	2'572	103.5%	1'264
NW	139'905	3'611	-4.6%	134'646	3'444	14.9%	155'778	3'956	143'443	3'671	1.1%	3'632
GL	89'099	2'328	8.5%	96'187	2'525	7.7%	103'348	2'720	96'212	2'524	13.9%	2'216
ZG	1'322'012	12'629	18.8%	1'595'516	15'002	3.4%	1'665'201	15'512	1'527'576	14'394	8.1%	13'318
FR	850'798	3'377	-3.0%	836'516	3'275	14.5%	974'284	3'750	887'199	3'469	-0.3%	3'481
SO	808'071	3'283	24.5%	1'008'764	4'087	37.0%	1'386'176	5'599	1'067'670	4'325	27.7%	3'386
BS	2'030'879	10'636	14.9%	2'328'439	12'220	-40.2%	1'391'637	7'312	1'916'985	10'057	-9.8%	11'149
BL	922'635	3'494	2.2%	945'158	3'571	26.4%	1'199'727	4'513	1'022'507	3'861	11.7%	3'457
SH	390'706	5'268	15.1%	449'350	6'063	2.9%	463'680	6'238	434'579	5'856	8.8%	5'381
AR	140'693	2'678	12.8%	158'378	3'022	30.4%	206'003	3'940	168'358	3'212	21.5%	2'645
AI	35'866	2'444	92.1%	70'361	4'695	-17.7%	58'470	3'862	54'899	3'676	9.9%	3'344
SG	1'509'135	3'285	11.9%	1'694'060	3'675	10.6%	1'882'242	4'065	1'695'146	3'676	11.8%	3'288
GR	516'183	2'694	25.3%	645'882	3'376	10.4%	713'523	3'727	625'196	3'266	12.9%	2'891
AG	1'858'514	3'299	19.3%	2'232'515	3'936	28.4%	2'895'302	5'055	2'328'777	4'102	19.2%	3'441
TG	729'049	3'130	6.5%	780'081	3'333	33.8%	1'052'593	4'462	853'908	3'645	19.3%	3'055
TI	1'580'363	4'948	13.3%	1'805'403	5'604	21.8%	2'217'627	6'827	1'867'798	5'798	9.9%	5'274
VD	2'903'568	4'423	-2.9%	2'849'010	4'294	165.2%	7'646'447	11'388	4'466'342	6'729	65.2%	4'073
VS	601'150	2'098	8.7%	660'364	2'281	10.8%	741'512	2'528	667'675	2'304	9.0%	2'113
NE	1'368'820	8'115	18.4%	1'626'228	9'608	-11.4%	1'441'396	8'508	1'478'815	8'744	4.0%	8'405
GE	4'241'766	9'814	37.9%	5'911'614	13'536	-12.2%	5'225'471	11'882	5'126'284	11'751	2.3%	11'492
JU	306'778	4'519	-15.6%	258'923	3'813	6.9%	277'411	4'078	281'037	4'137	-7.7%	4'484
Total	40'739'661	5'465	19.7%	49'091'616	6'544	8.7%	53'749'680	7'112	47'860'319	6'378	13.9%	5'598

Tableau 5 Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial en 2010 et comparaison avec 2009

Bénéfices déterminants des personnes morales <i>jouissant</i> d'un statut fiscal spécial												
	Années de calcul						Années de référence					
	2004		Modif. 05 par rapport à 04	2005		Modif. 06 par rapport à 05	2006		2010		Modif. 2010 par rapport à 2009	2009
	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	total (en milliers de francs)	par hab. (en francs)	en %	par hab. (en francs)
ZH	600'068	468	197.6%	1'801'902	1'394	-65.3%	632'742	484	1'011'571	782	16.1%	674
BE	132'098	137	106.4%	273'277	284	-35.1%	178'002	184	194'459	202	-3.6%	209
LU	140'454	397	58.5%	223'738	629	-11.9%	198'445	554	187'546	527	3.9%	507
UR	354	10	44.2%	509	15	220.7%	1'628	47	830	24	99.8%	12
SZ	136'230	1'008	36.8%	188'179	1'379	419.5%	989'410	7'161	437'940	3'206	190.1%	1'105
OW	1'237	37	48.4%	1'838	56	28.6%	2'387	71	1'820	55	9.7%	50
NW	18'467	477	24.5%	23'208	594	-13.2%	20'289	515	20'655	529	13.4%	466
GL	25'880	676	90.5%	49'080	1'288	0.7%	49'300	1'297	41'420	1'086	23.3%	881
ZG	1'168'092	11'159	46.8%	1'742'597	16'385	15.6%	2'032'867	18'936	1'647'852	15'527	28.9%	12'046
FR	87'897	349	2.1%	90'974	356	31.2%	121'419	467	100'097	391	10.7%	354
SO	16'019	65	6.9%	17'179	70	50.6%	25'940	105	19'713	80	33.9%	60
BS	83'112	435	43.7%	119'140	625	1260.5%	1'619'061	8'507	607'105	3'185	502.1%	529
BL	47'272	179	71.4%	81'228	307	5.8%	86'283	325	71'594	270	22.2%	221
SH	200'102	2'698	14.3%	228'535	3'083	17.2%	268'617	3'614	232'418	3'132	15.3%	2'716
AR	707	13	191.8%	2'057	39	107.8%	4'264	82	2'343	45	127.1%	20
AI	1'551	106	78.2%	2'823	188	102.0%	5'762	381	3'379	226	77.7%	127
SG	42'287	92	215.7%	133'964	291	32.3%	178'042	385	118'097	256	80.7%	142
GR	17'635	92	279.3%	66'785	349	-3.6%	64'443	337	49'621	259	36.5%	190
AG	58'721	104	37.8%	81'497	144	-47.9%	42'866	75	61'028	107	-39.2%	177
TG	11'777	51	3.6%	12'258	52	13.0%	13'970	59	12'668	54	22.6%	44
TI	265'725	832	2.3%	274'140	851	9.3%	302'171	930	280'679	871	34.1%	650
VD	778'283	1'186	-63.8%	284'842	429	145.4%	707'378	1'054	590'168	889	40.9%	631
VS	1'754	6	125.5%	3'997	14	-34.4%	2'656	9	2'802	10	19.1%	8
NE	65'728	390	145.7%	162'028	957	146.7%	400'073	2'362	209'277	1'237	108.3%	594
GE *	703'416	1'627	-32.3%	481'084	1'102	55.1%	751'464	1'709	645'321	1'479	29.6%	1'141
JU	516	8	3905.5%	20'687	305	-29.5%	14'611	215	11'938	176	65.1%	106
Total	4'605'382	618	37.4%	6'367'548	849	35.8%	8'714'091	1'153	6'562'340	874	41.3%	619

* Valeurs corrigées pour les années de calcul 2004 et 2005 (voir chiffre 2.4 du présent rapport)

Pour l'année de calcul 2005, le *canton du Jura* a constaté *a posteriori* une erreur de saisie des bénéfices des personnes morales sans statut fiscal spécial, et ce à l'occasion de la transmission l'année dernière des données à l'AFC. Cette erreur a des conséquences sur la péréquation des ressources 2009. L'Administration fédérale des contributions a examiné la situation et a jugé le constat du canton pertinent. Durant l'année, le canton du Jura a ainsi souffert d'un *manque à gagner de 6,4 millions de francs* au titre de la péréquation des ressources, ce montant ayant bénéficié aux autres cantons faibles en ressources.

Par rapport aux considérations qu'il a exprimées l'année dernière sur le cas saint-gallois (cf. le rapport de l'AFF du 25 juin 2008 sur la péréquation 2009, pp. 7 et 8), le groupe technique reste d'avis que des corrections *a posteriori* ne sont pas judicieuses. Néanmoins, aux yeux de l'AFC, une rectification avec effet rétroactif s'impose également pour le canton du Jura, car le Conseil fédéral doit garantir une répartition des moyens de la péréquation financière conformément à la législation en vigueur. Le canton du Jura percevra par conséquent en 2010 un versement unique de rattrapage de 6,4 millions de francs, qui sera compensé par des retenues auprès des autres bénéficiaires (cf.

tableau 19)¹.

La Confédération et les cantons s'accordent à dire que la situation actuelle est insatisfaisante et qu'il faudra élaborer une base légale claire définissant la procédure à suivre après la découverte d'erreurs a posteriori (cf. à cet égard le ch. 6 du présent rapport).

Le *canton de Genève* a pu communiquer pour la première fois, de sources suisses et étrangères, les bénéficiaires des sociétés de gestion et des sociétés mixtes, de sorte que l'on a pu renoncer pour l'année de calcul 2006 à une extrapolation de ces bénéficiaires sur la base des résultats détaillés communiqués par les 100 plus grandes entreprises.

Tous cantons confondus, environ 25 % du potentiel de ressources sont imputables aux bénéficiaires déterminants des personnes morales, soit quelque 22 % pour les personnes morales *sans* statut fiscal privilégié et environ 3 % pour les personnes *avec* statut fiscal spécial.

¹ Ce paiement de rattrapage équivaut à 7,1 % du versement compensatoire initialement calculé pour le canton du Jura au titre de la compensation des ressources en 2009. Il est comparativement bien plus modeste que celui dont a bénéficié le canton de Saint-Gall au titre de la péréquation des ressources en 2008 (30 % du versement initialement calculé). L'erreur constatée dans le canton de Saint-Gall a été évoquée au ch. 2.1.1 du rapport de l'année dernière « Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur en 2009 ». Contrairement à ce qui se passera pour le canton du Jura (paiement de rattrapage unique), le versement complémentaire au canton de Saint-Gall interviendra en trois tranches, dont la deuxième sera échue en 2010 (cf. tableau 19 du présent rapport).

2.1.5 Répartitions fiscales déterminantes en 2010

Le tableau 6 montre les répartitions fiscales déterminantes pour l'année 2010.

Tableau 6 Répartitions fiscale déterminantes en 2010 et comparaison avec 2009

	Répartitions fiscales déterminantes											
	Années de calcul						Années de référence					
	2004		Modif. 05 par rapport à 04	2005		Modif. 06 par rapport à 05	2006		2010		Modif. 2010 par rapport à 2009	2009
en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	par hab. en %	en milliers de francs	par hab. (en francs)	total (en milliers de francs)	par hab. (en francs)	en %	par hab. (en francs)	
ZH	-78'722	-61	190.0%	-230'349	-178	-36.5%	-147'792	-113	-152'287	-118	-58.1%	-281
BE	-441'006	-459	-64.1%	-158'688	-165	-38.9%	-97'348	-101	-232'348	-241	29.8%	-186
LU	18'091	51	-347.6%	-45'030	-127	-56.3%	-19'829	-55	-15'589	-44	-282.3%	24
UR	7'159	206	-67.0%	2'358	68	14.5%	2'694	78	4'070	117	3.1%	114
SZ	-32'017	-237	-73.1%	-8'682	-64	-7.9%	-8'096	-59	-16'265	-119	63.2%	-73
OW	7'796	236	-77.4%	1'760	53	14.3%	2'032	61	3'862	116	-4.5%	122
NW	2'746	71	259.1%	9'949	254	-61.6%	3'844	98	5'513	141	-8.7%	154
GL	8'838	231	-70.8%	2'565	67	540.1%	16'373	431	9'258	243	97.7%	123
ZG	-6'261	-60	18.8%	-7'554	-71	-174.6%	5'688	53	-2'709	-26	-60.2%	-64
FR	18'713	74	-170.2%	-13'319	-52	-84.3%	-2'125	-8	1'089	4	-86.2%	31
SO	22'695	92	14.9%	26'162	106	60.3%	42'055	170	30'304	123	339.2%	28
BS	71'025	372	5.7%	74'896	393	-208.2%	-80'948	-425	21'658	114	-77.1%	495
BL	-79'854	-302	-76.5%	-18'787	-71	-82.2%	-3'351	-13	-33'997	-128	-39.8%	-213
SH	9'989	135	-69.6%	3'035	41	74.2%	5'303	71	6'109	82	-4.0%	86
AR	3'324	63	-327.9%	-7'558	-144	-91.8%	-622	-12	-1'619	-31	-190.1%	34
AI	2'058	140	-182.7%	-1'738	-116	-47.7%	-918	-61	-199	-13	-198.1%	14
SG	71'432	155	-30.9%	49'520	107	-34.6%	32'520	70	51'157	111	-15.2%	131
GR	90'007	470	-66.3%	30'241	158	-51.1%	14'808	77	45'019	235	-19.0%	290
AG	16'292	29	-98.7%	209	0	-5228.4%	-10'819	-19	1'894	3	-91.7%	40
TG	31'907	137	-60.6%	12'643	54	11.4%	14'195	60	19'582	84	4.6%	80
TI	137'205	430	-20.5%	110'022	342	-31.5%	76'001	234	107'743	334	-22.9%	434
VD	136'876	209	-25.7%	102'818	155	386.3%	505'921	753	248'538	374	72.6%	217
VS	87'596	306	-38.9%	54'118	187	-68.1%	17'507	60	53'074	183	-28.2%	255
NE	70'170	416	-69.9%	21'166	125	-1604.7%	-318'757	-1'882	-75'807	-448	-616.9%	87
GE	-119'489	-276	-87.2%	-15'511	-36	-512.7%	64'459	147	-23'514	-54	-44.8%	-98
JU	7'373	109	-99.2%	56	1	5972.9%	3'402	50	3'610	53	-40.7%	90
Total	63'941	9	-108.9%	-5'701	-1	-2123.1%	116'198	15	58'146	8	149.5%	3

+: solde; plus d'afflux d'autres cantons que de fonds versés à d'autres cantons

-: solde; plus de fonds versés à d'autres cantons que d'afflux d'autres cantons

2.2 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2010

Le potentiel de ressources des cantons correspond à la somme de leurs revenus, fortunes et bénéfices déterminants pour l'année de référence, déduction faite des répartitions fiscales intercantionales. L'indice des ressources s'obtient ensuite en rapportant le potentiel de ressources par habitant d'un canton à la moyenne suisse correspondante. Les valeurs de référence pour 2010 et la comparaison avec 2009 (indice des ressources) figurent dans le tableau 7.

Tableau 7 Potentiel des ressources et indice des ressources en 2010, et comparaison avec 2009 (indice des ressources)

	2004	2005	2006	2010				2009		Modif. indice ress. 2010 p. rap. à 2009 (points d'ind.)
	Assiette fiscale agrégée <i>en milliers de francs</i>	Assiette fiscale agrégée <i>en milliers de francs</i>	Assiette fiscale agrégée <i>en milliers de francs</i>	Potentiel de ressources <i>en milliers de francs</i>	Population résidente moyenne pour les années de calcul (moyenne 2004- 2006)	Potentiel de ressources par habitant <i>en francs</i>	Indice des ressources	Potentiel de ressources par habitant <i>en francs</i>	Indice des ressources	
ZH	45'840'844	52'754'164	49'892'023	49'495'677	1'293'367	38'269	131.8	36'321	131.1	0.7
BE	20'173'283	21'706'917	22'145'981	21'342'061	964'016	22'139	76.3	21'338	77.0	-0.7
LU	7'360'620	7'911'374	8'067'006	7'779'667	355'971	21'855	75.3	21'180	76.5	-1.2
UR	570'454	594'416	582'729	582'533	34'664	16'805	57.9	16'793	60.6	-2.7
SZ	4'583'091	5'044'355	6'510'902	5'379'449	136'615	39'377	135.7	34'584	124.9	10.8
OW	610'155	620'074	807'209	679'146	33'178	20'470	70.5	18'293	66.1	4.4
NW	1'315'315	1'508'964	1'429'025	1'417'768	39'070	36'288	125.0	35'373	127.7	-2.7
GL	730'836	755'575	752'126	746'179	38'124	19'572	67.4	19'086	68.9	-1.5
ZG	6'311'817	7'459'175	8'080'389	7'283'794	106'127	68'633	236.5	61'990	223.8	12.7
FR	5'102'016	5'247'383	5'396'199	5'248'533	255'727	20'524	70.7	20'358	73.5	-2.8
SO	5'201'271	5'507'010	5'874'079	5'527'454	246'851	22'392	77.1	21'111	76.2	0.9
BS	7'202'539	7'691'480	8'113'590	7'669'203	190'603	40'237	138.6	38'600	139.4	-0.8
BL	7'496'657	7'749'142	8'036'472	7'760'757	264'840	29'304	101.0	28'407	102.6	-1.6
SH	1'956'896	2'079'736	2'134'922	2'057'185	74'205	27'723	95.5	26'612	96.1	-0.6
AR	1'106'614	1'123'721	1'194'851	1'141'729	52'410	21'785	75.1	21'037	76.0	-0.9
AI	314'702	367'008	353'203	344'971	14'934	23'100	79.6	22'461	81.1	-1.5
SG	9'601'502	10'058'314	10'066'648	9'908'822	461'105	21'489	74.0	21'080	76.1	-2.1
GR	4'281'314	4'462'039	4'473'184	4'405'512	191'452	23'011	79.3	22'312	80.6	-1.3
AG	13'663'560	14'494'228	14'971'081	14'376'290	567'760	25'321	87.2	24'597	88.8	-1.6
TG	4'766'182	4'959'583	5'210'976	4'978'914	234'299	21'250	73.2	20'341	73.4	-0.2
TI	8'363'583	8'828'643	9'429'963	8'874'063	322'125	27'548	94.9	26'555	95.9	-1.0
VD	19'159'291	18'298'618	24'180'905	20'546'271	663'789	30'953	106.6	28'111	101.5	5.1
VS	5'415'175	5'613'223	5'653'012	5'560'470	289'793	19'188	66.1	18'847	68.1	-2.0
NE	4'516'855	4'917'367	4'555'516	4'663'246	169'114	27'575	95.0	27'007	97.5	-2.5
GE	17'455'320	19'408'329	19'422'130	18'761'926	436'247	43'008	148.2	41'865	151.2	-3.0
JU	1'287'378	1'283'945	1'269'695	1'280'339	67'939	18'845	64.9	19'024	68.7	-3.8
Total	204'387'269	220'444'786	228'603'815	217'811'957	7'504'325	29'025	100.0	27'695	100.0	0.0

Par rapport à l'indice des ressources en 2009, les trois *cantons à fort potentiel de ressources* que sont Zoug (+ 12,7 points d'indice), Schwyz (+ 10,8 points d'indice) et Vaud (+ 5,1 points d'indice) affichent des progressions nettement supérieures à la moyenne. En ce qui concerne le canton de Zoug, ce sont notamment les revenus des personnes physiques et les impôts à la source qui ont enregistré une croissance supérieure à la moyenne, alors que le canton de Schwyz a vu croître non seulement les revenus des personnes physiques, mais également les fortunes et les bénéfices des personnes morales avec statut fiscal spécial. Dans le canton de Vaud, la progression est due avant tout aux bénéfices des personnes morales sans statut fiscal spécial.

On constate une évolution contraire dans deux cantons à fort potentiel des ressources : Genève (- 3,0 points d'indice) et Nidwald (- 2,7 points d'indice). Dans ces deux cantons, l'évolution des bénéfices des personnes morales et des impôts à la source est inférieure à la moyenne ; les impôts à la source ne revêtent toutefois qu'une importance mineure dans le canton de Nidwald.

Parmi les *cantons à faible potentiel de ressources*, le canton d'Obwald sort du lot : avec une augmentation de 4,4 points d'indice, il est avec celui de Soleure (+ 0,9 points d'indice) le seul canton à faible potentiel de ressources à enregistrer une croissance de l'indice par rapport à l'année de référence 2009, ce qui s'explique par un accroissement marqué des revenus et des fortunes des personnes physiques de même que des bénéfices des

personnes morales sans statut fiscal spécial.

En revanche, la contraction de l'indice a été la plus forte dans les cantons du Jura (- 3,8 points d'indice), de Fribourg (- 2,8 points d'indice), d'Uri (- 2,7 points d'indice) et de Neuchâtel (- 2,5 points d'indice). Pour le canton de Fribourg, l'origine de cette évolution est à rechercher dans un recul ou une croissance nettement inférieure à la moyenne des bénéficiaires des personnes morales et des impôts à la source, pour le canton d'Uri dans un recul des revenus des personnes physiques et des bénéficiaires des personnes morales sans statut fiscal spécial, pour le canton de Neuchâtel dans une croissance inférieure à la moyenne des bénéficiaires des personnes morales sans statut fiscal spécial et des fortunes des personnes physiques, pour le canton du Jura enfin dans une croissance inférieure à la moyenne des bénéficiaires des personnes morales sans statut fiscal spécial ainsi que des revenus et fortunes des personnes physiques.

2.3 Péréquation des ressources en 2010 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources

La dotation de la péréquation des ressources pour l'année 2010 résulte de l'adaptation du montant versé en 2009. Selon l'art. 5, al. 2, PFCC, la contribution des cantons à fort potentiel de ressources doit être modifiée en fonction de l'évolution de leur potentiel de ressources et celle de la Confédération en fonction de l'évolution du potentiel de ressources de tous les cantons. Ainsi, la contribution de la Confédération (péréquation verticale des ressources) augmente de 5,5 %, et la contribution des cantons à fort potentiel de ressources (péréquation horizontale des ressources) de 7,1 % (voire tableau 18).

L'indice des ressources détermine les montants versés ou perçus au titre de la péréquation des ressources. Les cantons affichant un indice des ressources supérieur à 100 points sont les contributeurs, leur apport dépendant de leur potentiel de ressources et de leur population (péréquation horizontale des ressources). Quant aux cantons dont l'indice des ressources est inférieur à 100 points, ils sont les bénéficiaires (péréquation horizontale et verticale des ressources).

Les montants versés ou perçus en 2009 au titre de la péréquation des ressources figurent dans le tableau 8.

Tableau 8 Péréquation des ressources en 2010 et comparaison avec 2009

(+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

Taux fiscal standardisé en 2010: 26.9%

	Péréquation des ressources en 2010						Péréquation des ress. en 2009			Modif. pér. des ress. 2010 par rapport à 2009	
	horizontale		verticale		Total	Indice des RFS après la péréquation *	Total	Indice des RFS après la péréquation *			
	IR 2010	Montants versés	Montants perçus						IR 2009	en milliers de francs	en milliers de francs
	Indice	en milliers de francs				Indice	Indice	en milliers de francs	Indice	en milliers de francs	par habitant (en francs)
ZH	131.8	612'915	0	0	612'915	125.8	131.1	591'694	125.1	21'221	16
BE	76.3	0	-333'130	-464'722	-797'852	86.9	77.0	-782'720	87.8	-15'132	-16
LU	75.3	0	-131'382	-183'280	-314'662	86.6	76.5	-298'255	87.6	-16'408	-46
UR	57.9	0	-29'916	-41'734	-71'650	84.3	60.6	-65'933	85.7	-5'718	-165
SZ	135.7	72'680	0	0	72'680	128.9	124.9	49'951	120.0	22'730	166
OW	70.5	0	-16'249	-22'668	-38'917	85.5	66.1	-49'538	85.8	10'622	320
NW	125.0	14'556	0	0	14'556	120.3	127.7	15'932	122.3	-1'376	-35
GL	67.4	0	-21'893	-30'541	-52'434	85.0	68.9	-50'022	86.2	-2'412	-63
ZG	236.5	215'879	0	0	215'879	210.5	223.8	192'488	199.6	23'391	220
FR	70.7	0	-123'894	-172'834	-296'728	85.5	73.5	-256'378	86.9	-40'350	-158
SO	77.1	0	-80'762	-112'665	-193'427	87.2	76.2	-211'557	87.6	18'130	73
BS	138.6	109'640	0	0	109'640	131.3	139.4	111'569	131.7	-1'929	-10
BL	101.0	3'947	0	0	3'947	100.8	102.6	10'185	102.1	-6'239	-24
SH	95.5	0	-1'818	-2'536	-4'354	96.3	96.1	-3'701	96.7	-653	-9
AR	75.1	0	-19'594	-27'333	-46'927	86.5	76.0	-45'751	87.4	-1'177	-22
AI	79.6	0	-4'064	-5'670	-9'734	87.9	81.1	-8'836	89.0	-898	-60
SG	74.0	0	-184'674	-257'624	-442'298	86.3	76.1	-397'329	87.5	-44'969	-98
GR	79.3	0	-53'328	-74'394	-127'722	87.8	80.6	-119'208	88.8	-8'514	-44
AG	87.2	0	-73'538	-102'587	-176'125	91.2	88.8	-147'804	92.3	-28'322	-50
TG	73.2	0	-98'479	-137'380	-235'858	86.1	73.4	-238'290	86.9	2'432	10
TI	94.9	0	-9'633	-13'438	-23'071	95.8	95.9	-17'246	96.6	-5'825	-18
VD	106.6	65'287	0	0	65'287	105.4	101.5	14'612	101.2	50'675	76
VS	66.1	0	-177'112	-247'074	-424'186	84.8	68.1	-390'355	86.0	-33'832	-117
NE	95.0	0	-4'900	-6'836	-11'736	95.9	97.5	-4'183	97.8	-7'553	-45
GE	148.2	313'351	0	0	313'351	139.0	151.2	328'596	141.1	-15'245	-35
JU	64.9	0	-43'888	-61'225	-105'113	84.7	68.7	-89'776	86.1	-15'337	-226
Total	100.0	1'408'254	-1'408'254	-1'964'541	-1'964'541		100.0	-1'861'854		-102'687	-14

* Les «recettes fiscales standardisées» (RFS) désignent les ressources entrant en ligne de compte au sens de l'art. 6, al. 3, PFCC. Il s'agit d'un paramètre permettant de juger de l'effet de la péréquation des ressources. Les RFS d'un canton correspondent aux recettes fiscales qu'il réaliserait à la condition qu'il exploite son potentiel de ressources en appliquant un taux d'imposition proportionnel et unique pour tous les cantons. Pour juger de l'effet péréquatif, les montants de la péréquation tant horizontale que verticale des ressources sont ajoutés aux valeurs cantonales des RFS ou en sont soustraits. On obtient ainsi les «RFS après péréquation des ressources», lesquelles servent à calculer l'«indice des RFS après la péréquation».

En 2010, tout comme l'année précédente, les cantons à fort potentiel de ressources le resteront et aucun canton à faible potentiel de ressources ne se hissera parmi eux. Par conséquent, les paiements compensatoires ne subiront pas de variation présentant un caractère extraordinaire.

On observe toutefois, parmi les cantons à fort potentiel de ressources, que Zoug, Schwyz et Vaud notamment subiront un surcroît de charges par habitant, alors que Nidwald et Genève en particulier seront moins mis à contribution – conséquence directe de l'évolution de leurs indices des ressources (voir ch. 2.2).

Quant aux *cantons à faible potentiel de ressources*, les paiements compensatoires qui leur reviennent varient également, en fonction de l'évolution de leurs indices des ressources. Par rapport à la péréquation des ressources en 2009, les cantons d'Uri, de Fribourg, du Jura, du Valais et de Saint-Gall bénéficieront des plus fortes hausses de recettes par habitant en 2010. En revanche, le canton d'Obwald percevra nettement moins de contributions à la compensation des ressources qu'en 2009, en raison de la croissance marquée de son indice des ressources, tout comme le canton de Soleure, bien que ses recettes par habitant aient clairement reculé.

Pour ce qui est du canton de Neuchâtel, la compensation des ressources n'augmentera pas dans la même proportion que le fort tassement de son indice des ressources. Cela s'explique par le fait que, malgré un recul de l'indice de 2,5 points, le canton affiche encore pour 2010 un indice des ressources de 95,0 points. En raison de la progressivité de la compensation des ressources en faveur des cantons à faible potentiel de ressources, les modifications d'indices provoquent des augmentations plus modestes des versements compensatoires aux cantons affichant un indice proche de la moyenne nationale (100 points) que ce n'est le cas pour des cantons à plus faible indice.

La dernière colonne, intitulée «Indice des RFS après la péréquation», du tableau 8 ci-dessus est également importante pour la péréquation des ressources. Elle indique en effet dans quelle mesure la péréquation des ressources peut accroître l'indice des recettes fiscales standardisées (RFS)². En vertu de l'art. 6 de la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC), l'indice du canton ayant le plus faible potentiel de ressources devrait atteindre 85 points au moins à l'issue de la péréquation des ressources.

En 2010, les trois cantons affichant les plus faibles potentiels de ressources (Uri, Jura et

² Cf. les explications au bas du tableau 8.

Valais) n'atteindront pas tout à fait les 85 points d'indice : en tenant compte des paiements au titre de la compensation des ressources, l'indice du canton d'Uri sera de 84,3 points, celui du canton du Jura de 84,7 points et celui du canton du Valais de 84,8 points. Il convient toutefois de relever que par rapport à 2009, ces cantons pourront compter en 2010 sur une augmentation marquée de leurs recettes au titre de la péréquation : le canton d'Uri pour un montant de quelque 6 millions de francs, le canton du Jura pour 9 millions de francs environ et le canton du Valais pour approximativement 34 millions de francs.

De plus, on rappellera que les dispositions légales en vigueur ne permettent pas, durant une année de transition d'une période quadriennale, d'affecter des moyens à la compensation des ressources en sus des adaptations définies par la loi, dans le but de porter à 85,0 points les indices de tous les cantons. De plus, on ne peut envisager non plus une progression plus forte lors de la répartition d'un montant compensatoire donné au profit des cantons à faible potentiel de ressources, car les calculs à la base de la répartition fournissent déjà la meilleure solution. La solution est optimale car elle empêche de bouleverser le classement des indices en permettant à des cantons présentant un faible indice de ressources de dépasser des cantons à l'indice plus élevé, ou évite une surcompensation d'un recul supplémentaire de l'indice du canton au plus faible potentiel de ressources³.

En vertu de l'art. 4, al. 2, PFCC, la péréquation horizontale des ressources doit équivaloir au minimum à deux tiers et au maximum à 80 % de la part de la Confédération (péréquation verticale des ressources). Les versements au titre de la péréquation des ressources incombant en 2010 à tous les cantons à fort potentiel de ressources s'élèvent à 71,7 % de la péréquation verticale des ressources. En 2009, le rapport était de 70,6 %. La volonté du législateur sera par conséquent à nouveau respectée en 2010.

2.4 Mesures en cas de qualité insuffisante des données

Le calcul du potentiel de ressources en 2010 a encore exigé de procéder à diverses corrections ou estimations pour les années de calcul 2004, 2005 et 2006. Le ch. 2.1 en rend brièvement compte, et le tableau 9 en donne un aperçu.

³ Cf. le rapport de l'Administration fédérale des finances « Technische Grundlagen für den Finanzausgleich im engeren Sinn », version 4, Berne 2007, ch. 3.7 (pp. 38ss), que l'on peut consulter sur Internet à l'adresse http://www.efv.admin.ch/f/dokumentation/downloads/themen/finanzausgleich/Grundlagen/technischer_bericht_4-f.pdf

Table 9 Corrections et estimations pour l'année de référence 2010

	Revenu déterminant des personnes physiques en 2010			Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2010			Fortune déterminante des personnes physiques en 2010			Bénéfices des personnes morales jouissant d'un statut fiscal spécial en 2010		
	2004	2005	2006	2004	2005	2006	2004	2005	2006	2004	2005	2006
LU							Correction	Correction				
AG				Estimation	Estimation	Estimation						
VD	Correction						Correction					
GE										Correction	Correction	
JU					Correction	Correction						
GR					Estimation	Estimation						

3 Compensation des charges en 2010

La dotation de la compensation des charges pour l'année de référence 2010 résulte de l'adaptation au renchérissement du montant de la compensation de l'année précédente (adaptation en fonction du dernier taux de croissance disponible de l'indice national des prix à la consommation, soit l'état en mai 2009). Le taux de renchérissement retenu pour l'année 2010 se situe par conséquent à - 1 %. La somme à disposition en 2010 pour la compensation des charges s'élève ainsi à 695 millions de francs environ (2009 : 702 millions). Elle est destinée, pour moitié à chaque fois (env. 347,5 millions de francs), à la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et à la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques.

3.1 Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)

Dans le cas de la CCG, les charges excessives déterminantes sont mesurées à l'aide de quatre indicateurs partiels, soit l'altitude de l'habitat, la déclivité du terrain, la structure de l'habitat et la densité démographique. On parle de charges excessives dès lors que l'indice des charges dépasse le seuil de 100 (= moyenne pour l'ensemble de la Suisse).

Comme l'année précédente, les données du recensement de la population de 2000 ont servi à calculer les indices des charges 2010. En outre, les données utilisées pour les indicateurs partiels concernés sont celles de la statistique de la superficie de 2008 et de la population résidante permanente en 2007.

Les charges excessives déterminantes pour l'année de référence 2010 figurent dans le tableau 10.

Tableau 10 CCG : indicateurs partiels, indice des charges et charges excessives déterminantes en 2010

	Indicateurs partiels				Indices des charges				Charges excessives déterminantes			
	Altitude ¹⁾	Déclivité du terrain ²⁾	Structure de l'habitat ³⁾	Densité démographique (ha par hab.) ⁴⁾	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique (ha par hab.)	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique (ha par hab.)
ZH	0.2%	511.0	3.2%	0.13	2.2	60.0	46.1	24.3	0	0	0	0
BE	9.7%	869.0	11.3%	0.62	128.6	102.1	163.6	113.8	2'664'548	1'009'749	6'869'182	13'289'152
LU	3.5%	688.0	11.3%	0.41	46.3	80.8	164.5	75.6	0	0	2'565'036	0
UR	17.6%	1'557.0	13.7%	3.08	232.6	183.0	199.3	565.9	811'910	3'963'333	474'555	16'301'375
SZ	16.3%	1'028.0	10.0%	0.64	215.0	120.8	144.6	118.4	2'408'790	1'511'619	572'396	2'594'842
OW	14.9%	1'289.0	13.3%	1.44	197.1	151.5	193.6	265.4	469'770	2'054'490	405'194	5'623'104
NW	2.5%	1'007.0	11.5%	0.68	32.7	118.3	166.3	126.0	0	382'232	283'167	1'047'462
GL	6.5%	1'316.0	6.5%	1.79	85.3	154.6	93.7	329.6	0	2'367'511	0	8'779'215
ZG	4.1%	692.0	5.6%	0.22	54.2	81.3	80.9	40.2	0	0	0	0
FR	12.0%	757.0	14.2%	0.63	158.5	89.0	206.6	116.7	1'696'208	0	3'670'238	4'396'125
SO	0.2%	552.0	3.8%	0.32	3.2	64.9	54.6	58.1	0	0	0	0
BS	0.0%	275.0	0.5%	0.02	0.0	32.3	7.1	3.7	0	0	0	0
BL	0.1%	507.0	2.3%	0.19	0.7	59.6	33.9	35.4	0	0	0	0
SH	0.0%	516.0	4.1%	0.40	0.2	60.6	59.5	73.6	0	0	0	0
AR	56.8%	906.0	12.7%	0.46	750.7	106.5	184.6	84.8	19'789'088	155'773	576'380	0
AI	60.5%	1'005.0	24.9%	1.12	799.0	118.1	360.5	205.1	6'177'762	286'071	946'136	1'626'002
SG	4.7%	790.0	8.3%	0.43	62.3	92.8	120.3	80.0	0	0	762'915	0
GR	50.1%	1'794.0	14.7%	3.76	661.7	210.8	213.3	692.4	52'635'784	45'910'756	3'117'676	111'822'609
AG	0.0%	466.0	3.7%	0.24	0.0	54.8	53.7	44.4	0	0	0	0
TG	0.0%	502.0	10.9%	0.42	0.7	59.0	157.6	76.5	0	0	1'432'915	0
TI	2.9%	1'165.0	5.2%	0.86	37.9	136.9	75.9	157.4	0	7'085'501	0	18'860'492
VD	7.1%	720.0	6.9%	0.48	93.2	84.6	99.5	87.9	0	0	0	0
VS	33.9%	1'601.0	7.6%	1.75	448.3	188.1	110.6	321.8	32'197'549	21'245'932	220'310	66'225'044
NE	38.1%	1'037.0	6.1%	0.47	503.6	121.9	88.9	87.0	25'842'912	1'556'236	0	0
GE	0.0%	425.0	1.8%	0.06	0.0	49.9	25.8	11.9	0	0	0	0
JU	14.9%	640.0	11.9%	1.21	196.9	75.2	172.7	221.7	985'667	0	590'615	8'464'844
Total	7.6%	851.0	6.9%	0.54	100.0	100.0	100.0	100.0	145'679'986	87'529'201	22'486'715	259'030'264

¹⁾ Part de la population résidante totale habitant à plus de 800 mètres d'altitude, selon le recensement de la population (RFP 2000)

²⁾ Altitude médiane des surfaces productives selon la statistique de la superficie (AS 2008)

³⁾ Part de la population résidante totale domiciliée en dehors du territoire des agglomérations, selon le recensement de la population (RFP 2000)

⁴⁾ Nombre d'habitants permanents (ESPOP 2007) par km² de la surface totale, selon la statistique de la superficie (AS 2008)

Selon l'OPFCC, le montant de la compensation (347,5 millions de francs) doit être utilisé à hauteur d'un tiers à chaque fois pour les deux premiers indicateurs partiels, et d'un sixième pour les deux derniers. D'où pour chaque canton les montants inscrits dans le tableau 11.

Tableau 11 CCG : paiements compensatoires en 2010 et comparaison avec 2009

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

Paiements compensatoires 2010, en francs								Paiements 2009		Différence 2010 par rapport à 2009	
Altitude	Déclivité du terrain (en m)	Structure de l'habitat	Densité démographique (ha par hab.)	Total		Total par hab.	Total	Total par hab.	Total	Total par hab.	
				Total	par hab.						
ZH	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
BE	-2'118'579	-1'336'231	-17'691'717	-2'971'240	-24'117'766	-25	-24'213'928	-25	0	96'162	
LU	0	0	-6'606'302	0	-6'606'302	-19	-6'673'033	-19	0	66'730	
UR	-645'549	-5'244'796	-1'222'225	-3'644'725	-10'757'294	-310	-10'867'159	-313	0	109'865	
SZ	-1'915'226	-2'000'370	-1'474'219	-580'165	-5'969'980	-44	-6'044'961	-45	0	74'981	
OW	-373'513	-2'718'767	-1'043'586	-1'257'235	-5'393'102	-163	-5'447'293	-165	0	54'191	
NW	0	-505'819	-729'303	-234'196	-1'469'318	-38	-1'480'264	-38	0	10'946	
GL	0	-3'132'997	0	-1'962'891	-5'095'888	-134	-5'146'400	-135	0	50'512	
ZG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
FR	-1'348'653	0	-9'452'772	-982'903	-11'784'328	-46	-11'956'997	-47	0	172'669	
SO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
BS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
BL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SH	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
AR	-15'734'281	-206'138	-1'484'478	0	-17'424'897	-332	-17'600'906	-335	0	176'009	
AI	-4'911'931	-378'566	-2'436'792	-363'548	-8'090'837	-542	-8'173'474	-553	0	82'637	
SG	0	0	-1'964'902	0	-1'964'902	-4	-1'984'750	-4	0	19'847	
GR	-41'850'649	-60'755'062	-8'029'638	-25'001'733	-135'637'081	-708	-137'036'369	-716	0	1'399'288	
AG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TG	0	0	-3'690'502	0	-3'690'502	-16	-3'727'780	-16	0	37'278	
TI	0	-9'376'453	0	-4'216'902	-13'593'355	-42	-13'739'952	-43	0	146'596	
VD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
VS	-25'600'232	-28'115'370	-567'414	-14'806'852	-69'089'869	-238	-69'837'951	-244	0	748'082	
NE	-20'547'668	-2'059'413	0	0	-22'607'081	-134	-22'835'436	-135	0	228'354	
GE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
JU	-783'702	0	-1'521'140	-1'892'603	-4'197'445	-62	-4'233'297	-62	0	35'852	
Total	-115'829'983	-115'829'983	-57'914'991	-57'914'991	-347'489'948	-46	-350'999'947	-47	0	3'509'999	

Pour l'année de référence 2010, comme pour les années de référence 2008 et 2009, 17 cantons au total affichent des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et profitent ainsi des paiements de la CCG. Les Grisons obtiennent avec 708 francs le montant le plus élevé par habitant. Ils sont suivis d'Appenzell Rhodes-Intérieures (542 francs par habitant), d'Appenzell Rhodes-Extérieures (332 francs par habitant), d'Uri (310 francs par habitant) et du Valais (238 francs par habitant).

Les changements par rapport à 2009 sont minimes et sont principalement dus à l'adaptation de la dotation de la CCG. Les indicateurs partiels de la CCG, qui reposent sur des particularités géographiques, ne varient guère. En outre, les données du recensement de la population de 2000 ont servi de base statistique pour les deux années.

3.2 Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)

Dans le cadre de la CCS, le montant d'env. 347,5 millions de francs se répartit à hauteur de deux tiers entre les charges excessives liées à la structure de la population (domaines A à C) et d'un tiers entre les charges excessives des villes-centres (domaine F). Les domaines A à C seront ainsi dotés de quelque 232 millions de francs en 2010, et le domaine F disposera de 116 millions de francs environ.

3.2.1 Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)

Le calcul des charges excessives déterminantes liées à la structure de la population repose sur trois indicateurs partiels, soit la pauvreté, la structure d'âge et l'intégration des étrangers. Contrairement à la CCG, les indicateurs sont agrégés par l'analyse en composantes principales pour constituer un indice des charges globales.

La base de données statistiques a été adaptée, à l'occasion du calcul des indices des charges en 2010, pour l'indicateur partiel de l'intégration des étrangers (domaine C). Contrairement à la procédure adoptée en 2009, le nombre de personnes étrangères ne provenant pas d'Etats limitrophes et vivant en Suisse depuis douze ans au plus a été complété pour inclure *tout* le groupe des fonctionnaires internationaux, des diplomates et des membres de leur famille.

Le tableau 12 montre les charges excessives déterminantes liées à la structure de la population pour l'année 2010. Ces charges sont une valeur de synthèse, calculée en multipliant le coefficient de charges par la population déterminante. Quant au coefficient de charges, il équivaut à la différence entre l'indice des charges et la plus faible valeur d'indice des charges de tous les cantons, en l'occurrence celle de Nidwald.

Tableau 12 CCS, domaines A à C : indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2010

	Indicateurs partiels			Indice des charges	Coefficient de charge	Charges excessives déterminantes
	Pauvreté ¹⁾	Structure d'âge ²⁾	Intégration des étrangers ³⁾			
ZH	5.5%	4.5%	8.4%	0.316	1.636	413'241
BE	6.4%	5.6%	4.9%	0.382	1.702	367'896
LU	4.4%	4.2%	6.0%	-0.345	0.975	0
UR	2.5%	5.2%	3.0%	-0.799	0.521	0
SZ	2.8%	3.8%	5.5%	-0.886	0.434	0
OW	2.6%	4.2%	5.0%	-0.856	0.464	0
NW	1.8%	3.9%	3.6%	-1.320	0.000	0
GL	3.6%	5.2%	6.1%	-0.121	1.199	0
ZG	3.5%	3.4%	8.3%	-0.490	0.830	0
FR	4.5%	3.7%	8.3%	-0.168	1.152	0
SO	4.4%	4.7%	5.7%	-0.191	1.129	0
BS	9.8%	6.9%	10.7%	2.384	3.704	441'588
BL	4.0%	4.6%	5.6%	-0.341	0.979	0
SH	5.3%	5.9%	6.7%	0.533	1.853	39'726
AR	3.2%	5.4%	3.4%	-0.508	0.812	0
AI	2.1%	4.4%	3.3%	-1.129	0.191	0
SG	4.1%	4.4%	6.4%	-0.272	1.048	0
GR	2.9%	4.9%	5.3%	-0.506	0.814	0
AG	3.3%	3.8%	6.4%	-0.659	0.661	0
TG	3.3%	4.5%	4.8%	-0.645	0.675	0
TI	9.0%	5.6%	5.2%	0.979	2.299	321'692
VD	8.0%	4.6%	12.0%	1.375	2.695	924'079
VS	2.6%	4.2%	7.6%	-0.469	0.851	0
NE	8.3%	5.6%	8.4%	1.278	2.598	216'988
GE	11.4%	4.3%	16.6%	2.624	3.944	1'149'793
JU	5.2%	5.1%	3.8%	-0.167	1.153	0
Total	4.8%	4.7%	6.6%		1.320	3'875'005

¹⁾ Part des bénéficiaires de prestations de l'aide sociale au sens large (selon la statistique de l'aide sociale 2007) dans la population résidente permanente (ESPOP 2007)

²⁾ Part des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population résidente permanente (selon ESPOP 2007)

³⁾ Part des personnes étrangères ne provenant pas d'Etats limitrophes et vivant en Suisse depuis 12 ans au maximum (selon PETRA 2007), dans la population résidente permanente (selon ESPOP 2007)

Les versements compensatoires aux cantons sont proportionnels aux charges excessives déterminantes. Le tableau 13 indique les montants pour 2010. Pour cette année de référence, comme pour l'année en cours, huit cantons bénéficient de versements compensatoires au titre des charges excessives liées à la structure de la population. Les montants par habitant les plus élevés sont versés aux cantons de Genève (158 francs) et de Bâle-Ville (139 francs). Les montants octroyés aux six autres cantons sont tous inférieurs à 100 francs par habitant.

Tableau 13 CCS, domaines A à C : paiements compensatoires en 2010 et comparaison avec 2009

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

	Paiements 2010		Paiements 2009		Différence	
	Charges excessives liées à la structure de la population	par habitant	Charges excessives liées à la structure de la population	par habitant	2010 par rapport à 2009	Charges excessives liées à la structure de la population
ZH	-24'704'873	-19	-26'081'638	-20	1'376'764	1
BE	-21'993'989	-23	-17'621'908	-18	-4'372'081	-4
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	0	0	0	0	0	0
BS	-26'399'536	-139	-27'795'198	-146	1'395'662	7
BL	0	0	0	0	0	0
SH	-2'374'931	-32	-2'638'876	-36	263'945	4
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	-19'231'786	-60	-17'701'736	-55	-1'530'050	-4
VD	-55'244'375	-83	-47'525'641	-72	-7'718'734	-11
VS	0	0	0	0	0	0
NE	-12'972'220	-77	-11'851'376	-70	-1'120'844	-6
GE	-68'738'256	-158	-82'783'593	-192	14'045'336	34
JU	0	0	0	0	0	0
Total	-231'659'965	-31	-233'999'965	-31	2'340'000	0

Pour le canton de Genève, le recul est dû à une baisse de l'indicateur de pauvreté bien plus importante que dans les autres cantons. La part des bénéficiaires de prestations de l'aide sociale dans la population résidente est passée de 13,8 % en 2006 à 11,4 % en 2007, alors que pour l'ensemble de la Suisse, le recul n'est que de 0,2 point de pourcentage. Malgré une légère hausse, par rapport à l'année précédente, pour l'intégration des étrangers, la charge excessive déterminante s'est réduite dans le canton de Genève de 192 francs par habitant (année de référence 2009) à 158 francs par habitant (2010).

Le recul relativement marqué de l'indicateur de pauvreté dans le canton de Genève s'explique principalement de la manière suivante : d'une part, le niveau des besoins en prestations sociales a généralement baissé en 2007 pour l'ensemble des cantons (en moyenne de 0,2 points de pourcentage). D'autre part, la qualité des données du canton de Genève s'est notablement améliorée avec l'extension de la collecte individuelle à

toutes les prestations sociales déterminantes. Le recul le plus important concerne la contribution cantonale aux prestations complémentaires de l'AVS/AI.

3.2.2 Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)

Les charges excessives déterminantes des villes-centres sont calculées dans un premier temps sur la base des données communales. A cet effet, trois indicateurs partiels, soit la taille de la commune, la densité de la population et le taux d'emploi, sont mesurés par commune et regroupés pour former un indice. Dans un deuxième temps, les indices des communes sont pondérés avec la population résidante, puis agrégés pour constituer l'indice des charges globales du canton.

La base statistique a été adaptée pour le calcul de l'indice des charges 2010 relatif aux charges excessives des villes-centres : par analogie avec le calcul de l'indice des charges 2010 pour l'indicateur partiel de l'intégration des étrangers (domaine C), le recensement 2005 des entreprises a été complété avec la prise en considération du groupe des fonctionnaires internationaux, des diplomates et des membres de leur famille.

Tableau 14 CCS, domaine F : indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2010

	Valeurs moyennes des indicateurs partiels des communes			Indice des charges	Coefficient de charges	Charges excessives déterminantes
	Taille de la commune ¹⁾	Taux d'emploi ²⁾	Densité de l'habitat ³⁾			
ZH	112'327	55.8%	33.8	6.613	6.562	6'227'791
BE	25'254	49.8%	16.9	1.885	1.834	33'593
LU	17'104	46.2%	19.0	1.565	1.514	0
UR	4'137	39.5%	4.9	0.242	0.191	0
SZ	8'866	38.5%	8.1	0.585	0.534	0
OW	5'882	41.5%	1.4	0.192	0.141	0
NW	4'588	43.5%	6.3	0.388	0.337	0
GL	2'886	43.6%	2.4	0.136	0.085	0
ZG	15'029	63.7%	14.4	1.531	1.480	0
FR	7'746	37.7%	13.5	0.765	0.714	0
SO	5'845	43.8%	12.6	0.738	0.687	0
BS	146'641	83.2%	125.5	12.730	12.679	2'015'248
BL	9'452	42.9%	19.7	1.203	1.152	0
SH	17'381	47.3%	11.7	1.263	1.212	0
AR	6'435	37.9%	5.4	0.344	0.293	0
AI	3'525	35.5%	2.6	0.051	0.000	0
SG	17'800	48.4%	14.4	1.419	1.368	0
GR	7'923	48.4%	5.3	0.568	0.517	0
AG	5'851	42.6%	11.5	0.667	0.616	0
TG	7'509	40.4%	9.4	0.610	0.559	0
TI	11'659	49.6%	16.5	1.261	1.210	0
VD	27'489	43.9%	26.2	2.317	2.266	313'765
VS	8'111	40.4%	6.2	0.491	0.440	0
NE	16'415	47.4%	12.8	1.271	1.220	0
GE	82'662	60.5%	114.9	9.055	9.004	3'157'015
JU	3'528	43.7%	3.4	0.213	0.162	0
Total	38'823	49.0%	26.5	1.850	1.799	11'747'412

¹⁾ Population résidante permanente des communes (ESPOP 2007)

²⁾ Nombre de personnes actives par rapport à la population résidante permanente de la commune, selon le recensement des entreprises (RE 2005)

³⁾ Population résidante permanente et nombre de personnes actives par rapport à la surface productive de la commune, selon la statistique de la superficie (AS 2008)

Les tableaux 14 et 15 montrent, pour l'année 2010, les charges excessives déterminantes et les montants compensatoires qui en résultent. Ces charges sont une valeur de synthèse, calculée en multipliant le coefficient des charges par la population déterminante. L'indice des charges des cantons est calculé dans un premier temps sur la base des données communales. Dans une deuxième étape, les valeurs communales sont pondérées par la population, et la moyenne cantonale est calculée. Les valeurs cantonales correspondent dès lors aux valeurs moyennes, pondérées par la population, des communes concernées. Cela vaut également pour les indicateurs partiels figurant dans le tableau 14. Quant au coefficient de charges, il équivaut à la différence entre

l'indice des charges et la plus faible valeur d'indice des charges de tous les cantons, en l'occurrence – et ce n'est guère étonnant – celle d'Appenzell Rhodes-Intérieures. Par analogie au domaine A à C de la CCS, les paiements compensatoires sont proportionnels aux charges excessives déterminantes.

Tableau 15 CCS, domaine F : paiements compensatoires en 2010 et comparaison avec 2009

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	Paiements 2010		Paiements 2009		Différence 2010 par rapport à 2009	
	Charges excessives des villes-centres	par habitant	Charges excessives des villes-centres	par habitant	Charges excessives des villes-centres	par habitant
ZH	-61'406'283	-47	-61'447'510	-48	41'227	0
BE	-331'231	0	-445'654	0	114'424	0
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	0	0	0	0	0	0
BS	-19'870'435	-104	-20'657'348	-108	786'913	4
BL	0	0	0	0	0	0
SH	0	0	0	0	0	0
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	0	0	0	0	0	0
VD	-3'093'733	-5	-3'295'553	-5	201'820	0
VS	0	0	0	0	0	0
NE	0	0	0	0	0	0
GE	-31'128'300	-71	-31'153'917	-72	25'616	1
JU	0	0	0	0	0	0
Total	-115'829'983	-15	-116'999'982	-16	1'170'000	0

Comme en 2009, cinq cantons obtiennent en 2010 des paiements compensatoires liés aux charges excessives des villes-centres. Berne n'obtient que la somme relativement modique de 331'000 francs, soit un montant par habitant proche de zéro pour le deuxième canton le plus peuplé de Suisse. A l'opposé, Bâle-Ville arrive en tête avec 104 francs par habitant.

Les variations enregistrées entre les années 2009 et 2010 dans le domaine des charges excessives déterminantes des villes-centres tiennent principalement à l'adaptation de la dotation de cet instrument de compensation. Les différences auraient été sensiblement moindres sans cette composante temporelle. La stabilité affichée s'explique par deux facteurs : d'une part, les indicateurs partiels pris en compte connaissent des fluctuations

minimes, en raison de leur nature structurelle. D'autre part, la base des données ayant servi à déterminer deux indicateurs partiels – le taux d'emploi et la densité de l'habitat – est le recensement des entreprises de 2005. La seule fluctuation pour 2010 provient de la prise en compte du groupe des fonctionnaires internationaux, des diplomates et de leur famille.

3.2.3 Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)

Le tableau 16 établit une comparaison entre les années 2009 et 2010 pour les paiements compensatoires totaux liés à la CCS.

Tableau 16 Total de la CCS : paiements compensatoires pour 2010 et comparaison avec 2009

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	CCS 2010		CCS 2009		Différence 2010 par rapport à 2009	
	Total	par habitant	Total	par habitant	Total	par habitant
ZH	-86'111'156	-67	-87'529'148	-68	1'417'991	2
BE	-22'325'220	-23	-18'067'562	-19	-4'257'657	-4
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	0	0	0	0	0	0
BS	-46'269'971	-243	-48'452'546	-254	2'182'575	11
BL	0	0	0	0	0	0
SH	-2'374'931	-32	-2'638'876	-36	263'945	4
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	-19'231'786	-60	-17'701'736	-55	-1'530'050	-4
VD	-58'338'108	-88	-50'821'194	-77	-7'516'914	-10
VS	0	0	0	0	0	0
NE	-12'972'220	-77	-11'851'376	-70	-1'120'844	-6
GE	-99'866'557	-229	-113'937'509	-264	14'070'953	35
JU	0	0	0	0	0	0
Total	-347'489'948	-46	-350'999'947	-47	3'509'999	1

4 Compensation des cas de rigueur en 2010

Lors du passage à l'année de paiement 2010, aucun canton à faible potentiel de ressources ne devient un canton à fort potentiel de ressources. Le montant initial versé en 2009 au titre de la compensation des cas de rigueur reste donc inchangé en 2010, comme prévu à l'art. 19, al. 3, LPCC. Autrement dit, ni les montants perçus par les divers cantons bénéficiaires, ni les versements effectués par tous les cantons au titre de la compensation des cas de rigueur ne subissent de changement par rapport à 2009. Les paiements se présentent comme l'indique le tableau 17.

Tableau 17 Compensation des cas de rigueur en 2010

en milliers de francs

	Compensation des cas de rigueur (CCR) en 2010		
	Montants perçus	Montants versés	Solde CCR
ZH	0	20'626	20'626
BE	-52'135	16'093	-36'041
LU	-23'692	5'835	-17'857
UR	0	585	585
SZ	0	2'159	2'159
OW	-9'442	543	-8'898
NW	0	623	623
GL	-8'169	647	-7'521
ZG	0	1'658	1'658
FR	-137'280	4'007	-133'273
SO	0	4'098	4'098
BS	0	3'251	3'251
BL	0	4'343	4'343
SH	-6'640	1'238	-5'402
AR	0	902	902
AI	0	247	247
SG	0	7'576	7'576
GR	0	3'186	3'186
AG	0	9'133	9'133
TG	0	3'843	3'843
TI	0	5'187	5'187
VD	0	10'613	10'613
VS	0	4'613	4'613
NE	-108'833	2'815	-106'018
GE	0	6'897	6'897
JU	-19'388	1'141	-18'247
Total	-365'578	121'859	-243'718

5 Aperçu des paiements fixés pour 2010

Le tableau 18 présente un aperçu du montant des dotations des divers instruments de péréquation en 2010, ainsi qu'une comparaison avec l'année 2009.

Tableau 18 Dotation des instruments de péréquation : 2010 et comparaison avec 2009

en francs

			2010 *	2009 *	Modif. 2010 par rapport à 2009	
					en francs	en %
PEREQUATION DES RESSOURCES	verticale		1'964'540'985	1'861'757'881	102'783'105	5.5%
	horizontale		1'408'254'217	1'315'026'989	93'227'228	7.1%
PEREQUATION DES CHARGES	Compensation des charges dues à des facteurs socio-démographiques	Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population	231'659'965	233'999'965	-2'340'000	-1.0%
		Charges excessives déterminantes des villes-centres	115'829'983	116'999'982	-1'170'000	-1.0%
	Compensation des charges dues à des facteurs géo-topographiques		347'489'948	350'999'947	-3'509'999	-1.0%
COMPENSATION DES CAS DE RIGUEUR	Confédération		243'718'428	243'718'428	0	0.0%
	Cantons		121'859'214	121'859'214	0	0.0%

* Compte tenu de toutes les corrections (2009 et 2010 : canton de Saint-Gall, du Jura et des Grisons). Dans le calcul de l'adaptation des dotations, on a également tenu compte de toutes les corrections. C'est pourquoi les corrections relatives aux cantons du Jura et des Grisons ont été prises en considération pour l'année 2009.

Les paiements compensatoires, décrits aux paragraphes qui précèdent, qui relèvent de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur constituent les paiements compensatoires nets des cantons en 2010. Ils se font deux fois par an, en fin de semestre. Le tableau 19 indique les montants correspondants par canton. Quant au tableau 20, il présente une comparaison avec l'année de référence 2009.

Tableau 19 Paiements compensatoires nets en 2010

en milliers de francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	PR 2010								CC 2010				Total des instruments de péréquation	Compensation des cas de rigueur (net)	Total des paiements de la péréquation en 2010 (net)		Correction de l'erreur pour Saint-Gall en 2008, pour un tiers**	Correction de l'erreur pour le Jura 2009	Corrections totales	Total des paiements nets de la péréquation en 2010, compte tenu des corrections des erreurs pour Saint-Gall en 2008 et Jura en 2009	
	IR 2010	horizontale		verticale	Total	CCG	CCS A C	CCS F	Total	en milliers de francs	par habitant (en francs) *	en milliers de francs			en milliers de francs	en milliers de francs				en milliers de francs	par habitant (en francs) *
		Charge	Allègement																		
ZH	131.8	612'915	0	0	612'915	0	-24'705	-61'406	-86'111	526'804	20'626	547'430	423	516	975	1'491	548'920	424			
BE	76.3	0	-333'130	-464'722	-797'852	-24'118	-21'994	-331	-46'443	-844'295	-36'041	-880'336	-913	8'375	5'317	13'693	-866'644	-899			
LU	75.3	0	-131'382	-183'280	-314'662	-6'606	0	0	-6'606	-321'269	-17'857	-339'126	-953	3'114	-11	3'102	-336'024	-944			
UR	57.9	0	-29'916	-41'734	-71'650	-10'757	0	0	-10'757	-82'408	585	-81'823	-2'360	287	-1	285	-81'537	-2'352			
SZ	135.7	72'680	0	0	72'680	-5'970	0	0	-5'970	66'710	2'159	68'870	504	7	-78	-71	68'799	504			
OW	70.5	0	-16'249	-22'668	-38'917	-5'393	0	0	-5'393	-44'310	-8'898	-53'208	-1'604	267	-1	265	-52'942	-1'596			
NW	125.0	14'556	0	0	14'556	-1'469	0	0	-1'469	13'086	623	13'710	351	-1	-25	-26	13'684	350			
GL	67.4	0	-21'893	-30'541	-52'434	-5'096	0	0	-5'096	-57'530	-7'521	-65'051	-1'706	302	-1	300	-64'751	-1'698			
ZG	236.5	215'879	0	0	215'879	0	0	0	0	215'879	1'658	217'537	2'050	-450	-146	-595	216'942	2'044			
FR	70.7	0	-123'894	-172'834	-296'728	-11'784	0	0	-11'784	-308'512	-133'273	-441'785	-1'728	2'280	-9	2'271	-439'514	-1'719			
SO	77.1	0	-80'762	-112'665	-193'427	0	0	0	0	-193'427	4'098	-189'329	-767	2'194	-8	2'186	-187'143	-758			
BS	138.6	109'640	0	0	109'640	0	-26'400	-19'870	-46'270	63'370	3'251	66'621	350	-167	-174	-341	66'280	348			
BL	101.0	3'947	0	0	3'947	0	0	0	0	3'947	4'343	8'290	31	330	-16	314	8'604	32			
SH	95.5	0	-1'818	-2'536	-4'354	0	-2'375	0	-2'375	-6'729	-5'402	-12'131	-163	164	0	163	-11'968	-161			
AR	75.1	0	-19'594	-27'333	-46'927	-17'425	0	0	-17'425	-64'352	902	-63'450	-1'211	455	-2	454	-62'996	-1'202			
AI	79.6	0	-4'064	-5'670	-9'734	-8'091	0	0	-8'091	-17'825	247	-17'577	-1'177	119	0	119	-17'459	-1'169			
SG	74.0	0	-184'674	-257'624	-442'298	-1'965	0	0	-1'965	-444'263	7'576	-436'688	-947	-29'078	-15	-29'093	-465'781	-1'010			
GR	79.3	0	-53'328	-74'394	-127'722	-135'637	0	0	-135'637	-263'359	3'186	-260'173	-1'359	1'450	-5	1'445	-258'728	-1'351			
AG	87.2	0	-73'538	-102'587	-176'125	0	0	0	0	-176'125	9'133	-166'992	-294	3'432	-9	3'423	-163'570	-288			
TG	73.2	0	-98'479	-137'380	-235'858	-3'691	0	0	-3'691	-239'549	3'843	-235'706	-1'006	2'175	1'400	3'575	-232'132	-991			
TI	94.9	0	-9'633	-13'438	-23'071	-13'593	-19'232	0	-32'825	-55'896	5'187	-50'709	-157	537	-2	535	-50'174	-156			
VD	106.6	65'287	0	0	65'287	0	-55'244	-3'094	-58'338	6'949	10'613	17'561	26	431	-23	408	17'969	27			
VS	66.1	0	-177'112	-247'074	-424'186	-69'090	0	0	-69'090	-493'276	4'613	-488'664	-1'686	2'895	-11	2'884	-485'780	-1'676			
NE	95.0	0	-4'900	-6'836	-11'736	-22'607	-12'972	0	-35'579	-47'315	-106'018	-153'333	-907	341	0	340	-152'993	-905			
GE	148.2	313'351	0	0	313'351	0	-68'738	-31'128	-99'867	213'484	6'897	220'381	505	-666	-513	-1'179	219'202	502			
JU	64.9	0	-43'888	-61'225	-105'113	-4'197	0	0	-4'197	-109'310	-18'247	-127'557	-1'878	693	-6'401	-5'708	-133'265	-1'962			
Total	100.0	1'408'254	-1'408'254	-1'964'541	-1'964'541	-347'490	-231'660	-115'830	-694'980	-2'659'521	-243'718	-2'903'239	-387				-2'903'000	-387			

IR = indice des ressources ; PR = péréquation des ressources ; CC = compensation des charges ; CCG = compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques ; CCS = compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques, A-C = domaines pauvreté, vieillesse, intégration des étrangers , F = problématique des centres-villes ; RFS = recettes fiscales standardisées

* par habitant de la population déterminante pour le potentiel des ressources (= population résidente moyenne, moyenne 2004-2006)

** deuxième tranche du versement complémentaire (échelonné sur trois ans)

Tableau 20 Paiements compensatoires nets : comparaison avec 2009

(+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

	Total des paiements (nets) de la péréquation en 2010 *		Total des paiements (nets) de la péréquation en 2009 *		Modif. 2010 par rapport à 2009	
	en milliers de francs	par habitant (en francs)	en milliers de francs	par habitant (en francs)	en milliers de francs	par habitant (en francs)
ZH	548'920	424	525'307	410	23'614	14
BE	-866'644	-899	-852'668	-887	-13'976	-12
LU	-336'024	-944	-319'671	-903	-16'352	-41
UR	-81'537	-2'352	-75'928	-2'187	-5'609	-165
SZ	68'799	504	46'072	341	22'727	163
OW	-52'942	-1'596	-63'617	-1'925	10'675	329
NW	13'684	350	15'074	389	-1'390	-39
GL	-64'751	-1'698	-62'388	-1'632	-2'363	-66
ZG	216'942	2'044	193'696	1'850	23'246	195
FR	-439'514	-1'719	-399'328	-1'585	-40'186	-134
SO	-187'143	-758	-205'265	-834	18'122	76
BS	66'280	348	66'201	347	79	1
BL	8'604	32	14'859	56	-6'255	-24
SH	-11'968	-161	-11'579	-156	-389	-5
AR	-62'996	-1'202	-61'994	-1'180	-1'002	-22
AI	-17'459	-1'169	-16'643	-1'126	-816	-43
SG	-465'781	-1'010	-420'816	-916	-44'965	-94
GR	-258'728	-1'351	-251'608	-1'315	-7'120	-37
AG	-163'570	-288	-135'239	-240	-28'331	-48
TG	-232'132	-991	-236'000	-1'014	3'869	23
TI	-50'174	-156	-42'964	-135	-7'210	-21
VD	17'969	27	-25'165	-38	43'135	65
VS	-485'780	-1'676	-452'685	-1'580	-33'095	-97
NE	-152'993	-905	-144'547	-857	-8'446	-48
GE	219'202	502	220'890	511	-1'688	-9
JU	-133'265	-1'962	-111'564	-1'643	-21'702	-319
Total	-2'903'000	-387	-2'807'573	-377	-95'428	-10

* compte tenu des corrections des erreurs pour Saint-Gall en 2009 et pour Saint-Gall et Jura en 2010

6 Perspectives (correction des erreurs et révision partielle de l'OPFCC)

L'expérience engrangée dans l'exécution de la péréquation financière montre, notamment dans le domaine de la saisie et de la transmission des données (sur le plan qualitatif), l'existence d'un risque d'erreur non négligeable que l'on aurait tort de sous-estimer (cf. à ce propos le rapport succinct du CDF en annexe). Il en est résulté une correction a posteriori en faveur du canton de Saint-Gall, répartie sur les années 2009, 2010 et 2011. Comme le présent rapport le mentionne, le canton du Jura devrait bénéficier lui aussi d'un versement complémentaire en 2010.

Lors de sa séance plénière du 28 mai 2009, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances a décidé que les propositions pour une révision partielle de la PFCC, qui devra fixer la procédure à suivre en cas de corrections a posteriori d'erreurs découvertes tardivement, seraient soumises à consultation en même temps que le premier rapport relatif à l'efficacité du système. Un projet en ce sens fera dès lors l'objet d'une procédure de consultation durant le deuxième trimestre de 2010, l'objectif étant que le Parlement puisse débattre de la révision de la loi en même temps que du message concernant la nouvelle dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur 2012-2015, pour l'adopter au plus tard lors de la session d'été 2011.

Le rapport relatif à l'efficacité du système traitera tout particulièrement de l'exécution de la PFCC et mettra en lumière d'autres aspects pertinents pour la qualité des données.

Annexe 1 : Rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)

Examen des données de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons. Résultats de l'audit mené auprès de six administrations fiscales cantonales et auprès de l'Office fédéral de la statistique, 20 mai 2009

Informations complémentaires au sujet du rapport du CDF : Michel Huissoud, CDF, vice-directeur Centres de compétences, tél. 031 323 10 35.